



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Assemblée plénière du 21 octobre 2011**

**Intervention de Gérard Piel**

**Rapport d'orientations budgétaires**

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins.

Notre rapport d'orientations budgétaires pointe bien les contraintes, les obstacles placés par le gouvernement et la droite ces dernières années, pour amener les collectivités territoriales dans l'impasse.

Impasse budgétaire avec la réforme fiscale qui nous laisse pratiquement sans marge de manœuvre financière et impasse démocratique avec la réforme territoriale qui démolit nos collectivités et abolit des décennies de pratiques de démocratie locale.

A cet égard, nous réitérons une nouvelle fois dans cette assemblée notre exigence de voir abroger ces deux réformes dès les premières semaines du prochain quinquennat.

En conséquence, au niveau budgétaire, il reste les cartes grises et la surmodulation de la T.I.C comme uniques marges de manœuvre propres à notre collectivité.

Le but du président de la République et de ses amis est de nous soumettre à l'accompagner dans la casse sociale, le démantèlement économique, le saccage écologique tout en maintenant la démocratie sous l'éteignoir UMP.

Le gel voire la diminution des dotations de l'Etat finit le sale travail.

Depuis quelques semaines, le groupe Front de Gauche est allé à la rencontre des habitants de notre région : syndicalistes, militants associatifs, simples citoyens nous ont exposé les dégâts de la politique libérale.

Là, il n'y a pas de « mollesse » et les résultats s'avèrent catastrophiques pour notre peuple. Mais, dans chaque département, on nous dit aussi comment le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur aide à résister, défend une politique de développement solidaire et durable, agit aux côtés de celles et ceux qui subissent la politique antisociale du pouvoir et comment le Conseil régional accompagne une démocratie partagée.

La mise en place de la carte ZOU pour les scolaires, qui bénéficie déjà à plus de 20 000 jeunes ; ou celle de la tarification sociale dans la restauration scolaire attestent de ces engagements et trouvent un écho extrêmement favorable chez les habitants de notre région, touchés plus encore qu'ailleurs par les conséquences de la crise du capitalisme et par les réponses qui lui sont apportées par l'UMP, qui ne trouve d'ailleurs plus d'audience que parmi les lecteurs de Minute.

Rappelez-vous vos moqueries sur la gratuité des transports, la dérision qui nous était opposée. Aujourd'hui, ce sont vos attaques qui apparaissent dérisoires face à un tel succès.

Mais on nous alerte également sur les difficultés sociales et économiques vécues, sur les conséquences dramatiques du désengagement de l'Etat, de certaines collectivités et/ou de l'Europe qui enfoncent le monde de la culture, du sport et de la vie associative.

On nous interpelle également sur l'immense crainte de celles et ceux qui œuvrent dans le domaine de la solidarité qui luttent chaque jour pour faire reculer la misère, la précarité et les conditions de vie indignes et qui se voient aujourd'hui contraints de réduire leurs actions et même pour certaines de les supprimer tant les financements, à commencer par ceux de l'Europe, mais pas uniquement, tendent à disparaître.

Bien sûr la Région ne peut pas tout mais, dans le domaine de la culture, un effort important de réduction a déjà été fait en 2011, cela ne peut se reproduire cette année sous peine de voir un grand nombre de structures mettre purement et simplement la clef sous la porte, à quelques mois du lancement de Marseille Provence capitale Européenne de la culture.

Dans le champ de la solidarité où le pouvoir non content d'avoir fait basculer des millions de nos concitoyens dans la pauvreté, leur supprime les quelques subsides vitaux qu'il leur octroyait et cela avec la complicité de l'Europe.

A cet égard, nous apprécions le vœu qui sera débattu en fin de séance et nous souhaitons que la Région réponde présente à l'appel des associations qui devront et doivent déjà faire face à une véritable urgence sociale pour ne pas dire à une véritable urgence humanitaire.

Alors comment, dans ce contexte, dégager de nouvelles marges de manœuvre pour poursuivre nos politiques obligatoires et volontaristes, appliquer notre programme de mandature et répondre aux urgences sociales, économiques et environnementales ?

Contrairement aux grandes villes UMP de notre région, notre capacité de désendettement n'est pas de quinze ou vingt ans mais de cinq ans !

Pourtant les banques rechignent à prêter à la Région, alors même que les dépôts bancaires sont les 2<sup>e</sup> de France après l'Ile de France, les amis de Sarkozy et de la Commission européenne refusent de nous prêter pour construire un lycée, rénover les infrastructures ferroviaires ou acheter de nouvelles rames.

Plus que jamais, la situation nous confirme l'urgence de la création d'un pôle public bancaire placé sous contrôle citoyen.

Mais, en attendant, nous avons des propositions visant à permettre à notre collectivité, malgré les contraintes, de répondre aux préoccupations des habitants de PACA :

Nous proposons d'émettre un titre de recettes à l'encontre de l'Etat qui ne respecte pas ses engagements financiers. L'année dernière, nous avons évalué à 70 millions d'euros ce manque à gagner. Cette année, nous allons dépasser les 100 millions d'euros.

Nous proposons également de recourir à un emprunt citoyen et solidaire assorti d'objectifs politiques clairs, la mobilisation de l'épargne populaire n'ayant de sens que si les sommes collectées concourent activement à la défense de l'intérêt général et à l'amélioration des conditions de vie des habitants de notre région.

Nous proposons de faire des économies en modulant à la baisse nos subventions aux collectivités locales en fonction du respect des obligations fixées par la loi SRU mais aussi en fonction des choix de gestion publique ou privée des services de l'eau et de l'assainissement.

Nous proposons en outre d'autres économies en nous désengageant d'un certain nombre de grands projets qui ne répondent pas à l'intérêt général ni aux engagements pour un développement solidaire.

En ce sens, nous apprécions le vœu sur l'OIN de Nice qui sera débattu en fin de séance et nous préconisons de geler nos contributions à cette opération opaque et non concertée.

Au titre des économies réalisables, pourquoi apporter des financements régionaux au stadium de Nice, à la rénovation du Palais des festivals de Cannes (15 millions d'€), à la LEO ou à d'éventuelles études sur la LGV entre Nice et Gènes ?

Et il y a bien d'autres opérations qui ne correspondent pas à nos valeurs et dont la pertinence est discutable.

Ces économies et l'éventuelle surmodulation de la TIC devraient nous permettre de continuer de respecter nos engagements.

A ce titre, le groupe Front de Gauche propose pour l'année 2012 :

D'établir la gratuité totale des transports régionaux pour les moins de 26 ans.

De procéder à une forte réévaluation des subventions attribuées aux structures qui luttent pour faire reculer la précarité dans notre région.

De doubler le budget alloué au programme de tarification sociale dans les cantines scolaires afin de l'étendre à l'ensemble des familles bénéficiaires de l'Allocation de rentrée scolaire.

De permettre une réelle déprécarisation des agents du Conseil régional, le contrat social de mandature voté sous l'impulsion des conseillers régionaux du groupe Front de Gauche doit trouver une concrétisation rapide afin de sortir de la précarité des centaines d'agents de notre collectivité.

De développer une véritable ambition industrielle pour notre région.

En effet, le tissu industriel régional tend à disparaître sans que cela n'émeuve le gouvernement et ses représentants locaux. Le groupe Front de Gauche souhaite que la Région agisse pour permettre le maintien de l'emploi et le développement de l'activité industrielle sur le territoire régional, et propose, entre autres :

L'organisation rapide par notre collectivité d'Etats Généraux de l'industrie en PACA ;

De soutenir les salariés de Fralib dans leur lutte contre la délocalisation de leur outil de travail en Pologne par un engagement du Conseil régional en faveur du projet de reprise de l'entreprise ;

D'être à l'initiative de la création d'une filière de déconstruction des navires en fin de vie.

Face aux coups portés par le gouvernement, face aux banques, face aux agences de notation, face aux injonctions des marchés qui tiennent lieu de politiques publiques, face à la destruction des services publics, le groupe Front de Gauche est plus que jamais aux côtés des salariés, des familles, des précaires, des étudiants...

Nous portons l'ambition de faire de notre collectivité un lieu de résistance à la casse sociale et d'alternative aux politiques libérales de l'UMP, pour cela c'est d'un budget offensif qui renforce le rôle de bouclier social que doit jouer notre région dont nous avons besoin.